

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
29 mars 2006
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 28 février 2006, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

Me référant à la décision que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a adoptée à sa quarantième réunion, tenue à Addis-Abeba le 6 octobre 2005, et à la résolution 1633 (2005) du Conseil de sécurité, en date du 21 octobre 2005, aux termes desquelles un Groupe de travail international a été établi pour aider le Gouvernement ivoirien à mettre en œuvre son programme et pour consolider et renforcer les mécanismes de suivi existants, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le texte du communiqué final rendu public par le Groupe de travail international à l'issue de sa cinquième réunion, tenue à Abidjan le 17 mars 2006 (voir annexe).

(Signé) Kofi A. **Annan**



Annexe

Cinquième réunion ministérielle du Groupe de travail international sur la Côte d'Ivoire

[Original : anglais et français]

Communiqué final

1. La cinquième réunion ministérielle du Groupe de travail international (GTI) s'est tenue à Abidjan le 17 mars 2006, sous la coprésidence de S. E. M. Rodolphe Adada, Ministre d'État, Ministre des affaires étrangères et de la francophonie du Congo, et de M. Pierre Schori, Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en Côte d'Ivoire. Étaient présents les ministres du Bénin, de la France, du Ghana, de la Guinée, du Niger, du Nigéria, de la République sud-africaine ainsi que le Haut Représentant des Nations Unies pour les élections en Côte d'Ivoire, le Secrétaire exécutif de la CEDEAO, et des représentants des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Union africaine, de l'Union européenne, de l'Organisation internationale de la francophonie et de la Banque mondiale.

2. Le Premier Ministre a exposé au Groupe les conclusions de la rencontre organisée à Yamoussoukro le 28 février 2006 avec les principaux responsables politiques ivoiriens, ce qui a donné un nouvel élan au processus de paix. Le Premier Ministre a également exposé au Groupe les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la feuille de route, particulièrement en ce qui concerne la réunion, pour la première fois, au grand complet du Conseil des ministres, le fonctionnement effectif de la Commission électorale indépendante, les préparatifs pour le démarrage du processus d'identification et du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et les mesures de sécurité à prendre pour préserver l'indépendance de la Radio Télévision ivoirienne et pour en garantir, sur l'ensemble du territoire national, la diffusion et l'accès libre et équitable à toutes les sensibilités politiques. Le Groupe note avec satisfaction l'organisation des examens dans le nord du pays.

3. Le Groupe félicite le Premier Ministre pour les initiatives prises, en concertation avec le chef de l'État, en vue de créer un climat de confiance propice à l'accélération de la mise en œuvre de la feuille de route. Le Groupe félicite les dirigeants politiques pour la réunion du 28 février à Yamoussoukro et se réjouit de l'esprit nouveau de dialogue qui commence à prévaloir au sein de la classe politique ivoirienne. Le Groupe lance un appel pressant aux dirigeants politiques ivoiriens pour qu'ils honorent intégralement les engagements pris à Yamoussoukro, à savoir maintenir le dialogue entre eux en vue de trouver des solutions aux difficultés qui pourraient surgir dans le déroulement du processus de paix. Ces dirigeants devraient également sensibiliser leurs sympathisants à l'esprit de Yamoussoukro et veiller à ce que tous, y compris les médias, cessent d'inciter à la haine et à la violence et contribuent positivement au processus de paix et de réconciliation nationale.

4. Le Groupe a entendu une communication du Président de la Commission électorale indépendante accompagné de ses vice-présidents. Il a fait le point sur les activités de cette institution. Le Groupe a accueilli avec satisfaction la mise en place effective du bureau de la Commission électorale indépendante.

5. Le Groupe exhorte la Commission électorale indépendante à tout mettre en œuvre pour que les élections se tiennent comme prévu au plus tard le 31 octobre 2006. À cet égard, le Groupe note l'urgence particulière d'achever le processus d'identification et d'établissement des listes électorales et salue la décision prise de les mener à bien de manière simultanée.

6. Après avoir entendu le rapport du Haut Représentant pour les élections, M. Antonio Monteiro, à la fin de sa mission, le Groupe de travail international l'a remercié et félicité pour les efforts qu'il a déployés et qui ont abouti à la mise en place effective de la Commission électorale indépendante. Le Groupe souhaite que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies désigne aussitôt que possible un successeur en vue de poursuivre les préparatifs des élections dans le délai imparti.

7. Le Groupe réaffirme l'urgence d'engager sans tarder le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Il salue la reprise du dialogue entre les états-majors des Forces de sécurité et de défense ivoiriennes et des Forces armées des forces nouvelles en vue de régler tous les problèmes relatifs au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration, et à la restructuration des forces de défense et de sécurité de Côte d'Ivoire.

8. Le Groupe exprime sa vive préoccupation face aux obstructions répétées à la liberté de mouvement des forces impartiales en violation du paragraphe 4 de la résolution 1643 (2005), comme vient de le rappeler le Comité des sanctions du Conseil de sécurité. Le Groupe souligne l'impérieuse nécessité de faciliter le redéploiement sans délai des troupes de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire à l'ouest du pays pour leur permettre de poursuivre leur mission de paix et de sécurité conformément au mandat du Conseil de sécurité. À cet égard, le Groupe note avec satisfaction que le retour de celles-ci dans cette partie du pays est imminent. Il souligne par ailleurs que le retour des agences humanitaires dans cette région est absolument essentiel pour faciliter la reprise de l'assistance aux populations les plus vulnérables. Le Groupe appelle au retour de la région à l'autorité civile.

9. Le Groupe de travail international condamne avec force la persistance des violations des droits de l'homme, notamment les agressions dont des ministres ont été victimes. Il considère que ces actes portent gravement atteinte au climat de confiance qu'il est nécessaire de rétablir pour faire progresser l'esprit de réconciliation entre tous les Ivoiriens. Il appelle instamment les parties ivoiriennes à combattre l'impunité grandissante dans le pays.

10. Le Groupe se félicite des importantes contributions financières et autres soutiens apportés par certains donateurs pour appuyer la mise en œuvre de la feuille de route. Le Groupe lance un appel aux autres bailleurs de fonds potentiels pour qu'ils apportent également, sur la base d'un budget précis, une assistance au Gouvernement, en particulier en ce qui concerne le désarmement, la démobilisation et la réintégration, le processus d'identification, les élections et la réhabilitation des infrastructures de la Radio Télévision ivoirienne.

11. Le Groupe réitère son appel à toutes les parties ivoiriennes pour qu'elles coopèrent étroitement avec lui en vue de la mise en œuvre du processus de paix.

12. Le Groupe tiendra sa prochaine réunion le 20 avril 2006 en Côte d'Ivoire.